



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le onze décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

**Secrétaire de séance**

LE SAUX Jean-Luc

**Excusés**

QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020  
Délibération n°DCC2020\_216

Objet	Mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et du complément indemnitaire lié à l'engagement professionnel (RIFSEEP)
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

L'assemblée délibérante fixe :

- la nature, les conditions d'attribution et les taux moyens ou le montant des indemnités applicables à ses agents (les attributions individuelles sont de la compétence de l'autorité territoriale dans le respect des critères définis par l'assemblée).
- la liste des emplois de catégorie B et C dont les fonctions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Au regard de l'article 72 de la Constitution, des articles 88 et 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, des articles 1, 2 et des annexes du décret 91-875 du 6 septembre 1991 modifié par le décret 2020-182 du 27 février 2020 et du Code Général des Collectivités Territoriales :

Chaque assemblée peut instaurer un régime indemnitaire selon les mêmes dispositions que celles prévues pour les fonctionnaires de l'Etat de corps équivalent ou opter pour la conception d'un système original en respectant le principe selon lequel les agents territoriaux ne peuvent percevoir un montant global de primes supérieur à celui auquel pourraient prétendre les fonctionnaires d'Etat d'un corps équivalent au cadre d'emplois concerné.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

La collectivité a refondu son régime indemnitaire en 2015 pour prendre en compte les évolutions réglementaires et l'adapter aux besoins de la collectivité.

Après avoir réalisé un bilan en 2020 elle s'apprête à le mettre à jour, et notamment à faire évoluer le régime indemnitaire en déterminant des groupes de fonctions par catégorie pour se conformer à la réglementation du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel).

Les **objectifs fixés** s'inscrivent dans la continuité de la délibération du 11 décembre 2015 et sont les suivants :

- Conserver une transparence des règles appliquées,
- Continuer à prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes,
- Intégrer le régime indemnitaire dans une politique de ressources humaines maîtrisée.

**Les moyens** pour atteindre ces objectifs :

- 1) prendre en compte les fonctions exercées
- 2) limiter le petit absentéisme

COMPOSITION DU RÉGIME INDEMNITAIRE

Le régime indemnitaire des agents prévoit :

- Titre I : indemnité liée aux fonctions, sujétions et expertise
- Titre II : complément indemnitaire lié à l'engagement professionnel
- Titre III : plafond réglementaire
- Titre IV : réflexions liées à l'absentéisme ou sort des primes en cas d'absence
- Titre V : indemnisation des heures supplémentaires pour certains agents de catégorie C, B
- Titre VI : Conditions de versement

Il est entendu que le montant indemnitaire globalement alloué à chaque agent est fixé dans les limites des maxima autorisés par la réglementation.

Aussi, il sera fait référence, selon les cadres d'emplois concernés, aux indemnités des fonctionnaires de l'État de corps équivalent pour asseoir le versement des primes instaurées.

#### **TITRE I – Indemnité liées aux fonctions, sujétions et expertise (IFSE)**

La collectivité choisit, comme il est appliqué dans la Fonction Publique d'État, de déterminer des groupes de fonctions par catégorie.

Chaque catégorie est répartie entre différents groupes de fonctions au vu des critères suivants :

1 - Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, et notamment :

- la responsabilité d'encadrement
- le niveau d'encadrement dans la hiérarchie
- la responsabilité de coordination
- la responsabilité de projet ou d'opération
- l'ampleur du champ d'action

2 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :

- les connaissances (de niveau élémentaire à expertise)
- la complexité
- le niveau de qualification requis
- le temps d'adaptation
- la difficulté (exécution simple ou interprétation)
- l'autonomie
- l'initiative
- la diversité des tâches, des dossiers ou des projets
- la simultanéité des tâches, des dossiers ou des projets

3 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, et notamment :

- la responsabilité financière des régisseurs
- la pénibilité du travail
- la manipulation de produits chlorés

Les montants versés individuellement pourront varier en fonction de la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Les emplois sont ensuite affectés à un groupe de fonctions.

A chaque groupe de fonctions correspondent les montants suivants :

IFSE REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI		MONTANTS MENSUELS	
Groupe de fonction	EMPLOIS	Mini	Maxi
<b>FONCTIONS DE CATEGORIE A</b>			
A1	Directeur général des services	1050	Plafond réglementaire
A2	Directeur de pôle	750	Plafond réglementaire
A3	Responsable de service, adjoint au responsable de service,	450	Plafond réglementaire

A4	Expert, chargé de mission, autres fonctions	450	Plafond réglementaire
FONCTIONS DE CATEGORIE B			
B1	Encadrants intermédiaires, coordinateur	325	Plafond réglementaire
B2	Instructeur avec expertise, chargé de mission, animateur, autres fonctions	325	Plafond réglementaire
FONCTIONS DE CATEGORIE C			
C1	Chef d'équipe, fonctions opérationnelles spécialisées	200	Plafond réglementaire
C2	Agent de production, agent d'exécution, agent d'accueil, autres fonctions	200	Plafond réglementaire

#### Fonctions particulières :

Le directeur général des services percevra, en sus du régime indemnitaire la prime de responsabilité attribuée à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et établissements publics locaux assimilés. Cette prime de responsabilité (décret n°88-631 du 6/05/1988) est payable mensuellement, au taux maximum de 15% applicable au montant de traitement brut (traitement indiciaire majoré de la nouvelle bonification indiciaire le cas échéant, primes et supplément familial de traitement non compris).

Ce régime indemnitaire propre à notre collectivité, que nous dénommons « IFSE », s'appuiera dans son application individuelle, sur l'ensemble des dispositifs légaux du régime indemnitaire actuel et futur de la Fonction Publique Territoriale.

Pour ce faire l'ensemble des indemnités actuelles et futures (RIFSEEP et, pour les grades ne bénéficiant pas de RIFSEEP à ce jour, des autres indemnités de chaque grade ou cadre d'emplois) est retenu dans une fourchette allant de 0 à leurs montants et coefficients maxima.

Cette indemnité sera versée par :

■ Le RIFSEEP pour les cadres d'emplois suivants :

- Attachés
- Ingénieurs
- Rédacteurs
- Techniciens
- Adjoints administratifs
- Conseillers socio-éducatifs
- Assistants socio-éducatifs
- Agents sociaux
- Éducateurs des APS
- Opérateurs des APS
- Animateurs
- Adjoints d'animation
- Adjoints techniques
- Agents de maîtrise

Si de nouveaux grades, non listés ci-dessus, sont créés dans l'établissement, le régime indemnitaire leur sera étendu automatiquement selon leurs fonctions.

L'autorité territoriale attribue individuellement l'indemnité liée aux fonctions par arrêté à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel maximum du groupe de fonctions.

## TITRE II – Complément indemnitaire lié à l'engagement professionnel

### Instauration :

L'autorité territoriale instaure un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Ce complément indemnitaire sera laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale en fonction des critères suivants :

- l'investissement personnel dans l'exercice des fonctions
- la capacité à s'adapter aux exigences du poste
- la capacité à travailler en équipe et la contribution au collectif de travail

-la réalisation de missions, hors du champ de responsabilité de l'agent

Le montant de ce complément sera limité au plafond individuel annuel maximum retenu par l'organe délibérant et réparti en fonction des groupes suivants :

COMPLÉMENT INDEMNITAIRE RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI		MONTANTS ANNUELS
EMPLOIS	Mini	Maxi
<b>FONCTIONS DE CATÉGORIE A</b>		
Directeur général des services	0	3 600
Directeur de pôle	0	3 000
Responsable de service, adjoint au responsable de service,	0	3 000
Expert, chargé de mission, autres fonctions	0	3 000
<b>FONCTIONS DE CATÉGORIE B</b>		
Encadrants intermédiaires, coordinateur	0	2 250
Instructeur avec expertise, chargé de mission, animateur, autres fonctions	0	2 250
<b>FONCTIONS DE CATÉGORIE C</b>		
Chef d'équipe, fonctions opérationnelles spécialisées	0	1 260
Agent de production, agent d'exécution, agent d'accueil, autres fonctions	0	1 260

Cette prime sera appelée « complément indemnitaire ». Cette prime sera versée au mois de juin et décembre.

Les montants liés à l'indemnité complémentaire seront versés dans le respect des plafonds institués dans la Fonction Publique d'État.

### TITRE III – Plafond Réglementaire

A titre individuel, toutes primes confondues, l'agent ne pourra se voir allouer un montant de primes supérieur à celui pouvant être versé à un fonctionnaire d'État de corps équivalent tel que défini par l'annexe du décret du 6 septembre 1991.

Ces primes seront versées sur les crédits de :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel (IFSEEP) telle que définie par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 affecté des montants plafonds fixés par les arrêtés en vigueur, au fur et à mesure de leur parution en remplacement des autres indemnités (parts fonctions + CI cumulées).

En cas de modification des textes cités ci-dessus, les nouveaux textes et leurs modalités seront transposés automatiquement dans l'assise réglementaire du régime indemnitaire des agents de la Communauté.

### TITRE IV – Absentéisme

#### 1- Maladie ordinaire

Afin de limiter l'absentéisme court et répété et la durée des arrêts pour maladie ordinaire toutes les primes sont supprimées à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt jusqu'au 30<sup>ème</sup> jour d'absence consécutifs. A partir du 31<sup>ème</sup> jour d'arrêt les primes suivent le sort du traitement.

#### 2- Autres absences

- Congé de longue maladie,
- Congé de longue durée,
- Congé de grave maladie,

Les primes suivent le sort du traitement.

### TITRE V – Instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

De manière exceptionnelle et à défaut de possibilité de récupération, les agents de catégorie C et B pourront se faire rémunérer les heures supplémentaires effectuées à la demande de l'employeur dans

les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002.  
 Les emplois concernés sont les suivants :

Cadres d'emplois	Missions pouvant ouvrir droit à l'indemnisation
Adjoint administratif Rédacteur Adjoint technique Agent de maîtrise Technicien Opérateur des APS Educateur des APS Adjoint d'animation Animateurs Agents sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Astreinte :</b> Accueil piscine Maintenance des bâtiments Fonctionnement service collecte</li> <li>- <b>Dépassement des obligations normales de service :</b> Contraintes liées à la gestion d'un équipement communautaire Travaux exceptionnels, urgents</li> </ul>

Ces dispositions seront étendues, le cas échéant, aux titulaires de cadres d'emplois de catégorie B et C non pourvus à ce jour et aux agents contractuels de même niveau exerçant des missions de même nature.

#### TITRE VI – CONDITIONS DE VERSEMENT :

Bénéficiaires :

- Les agents stagiaires et titulaires
- Les agents contractuels recrutés sur poste vacant en raison de l'article 3-2 ou recrutés en raison de l'article 3-3 de l'article 38, de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée
- Les agents contractuels en CDI

Le PPCR intègre un nouveau calcul de l'indice conservé à titre personnel dès lors qu'un contractuel nommé stagiaire opte pour la reprise de ses services publics. Il est dorénavant calculé (au 1er janvier 2017 pour les catégories B et C) sur la rémunération (régime indemnitaire inclus) des 6 meilleurs mois des 12 mois précédents et non le traitement. Ceci a pour effet de revaloriser fortement cet indice (dans la limite de l'indice terminal du grade d'accès) et de prendre en compte 2 fois le régime indemnitaire s'il continue d'être perçu intégralement. Dans ce cas, le RI des fonctionnaires concernés sera réduit à due concurrence de la prise en compte des primes dans le calcul de l'indice maintenu à titre personnel tant que l'indice de carrière n'atteint pas l'indice de traitement perçu en qualité de contractuel.

Lors d'un transfert ou d'un recrutement, si le régime indemnitaire antérieur de l'agent est plus favorable que celui correspondant à l'emploi instauré dans la collectivité, une indemnité différentielle pourra être octroyée par l'autorité territoriale. Cette indemnité diminuera à chaque augmentation de la rémunération (hors SFT), du bénéficiaire jusqu'à ce que le déroulement de carrière lui permette d'atteindre la rémunération perçue antérieurement. Cette dégressivité est limitée à une durée maximale de 6 ans.

Temps de travail : proratisation des temps non complet, temps partiel, dans les mêmes conditions que le traitement.

Modalités de **réévaluation** des montants : soumises à l'assemblée délibérante.

Cette délibération abroge la délibération antérieure du 11 décembre 2015 relative au régime indemnitaire.

Les attributions individuelles feront l'objet d'un arrêté de l'autorité territoriale.  
 Ce dispositif sera mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88,  
Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,  
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,  
Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 modifiant le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,  
Vu l'avis favorable du Bureau du 10 novembre 2020,  
Vu l'avis du comité technique du 25 novembre 2020,  
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 27 novembre 2020

**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 46

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

**Article 1: Adopte les nouvelles modalités du régime indemnitaire.**

**Article 2 : Mette en place le dispositif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.**